

«Le quota de genre ne va pas tout régler»



LUCIE SCHOCH

Sociologue du sport
à l'Université de Lausanne

Pourquoi les quotas divisent-ils autant?

Les critiques sont persistantes. Il y a toujours des stéréotypes négatifs qui y sont associés, comme le risque de recruter des femmes pas forcément compétentes ou de compromettre leur crédibilité.

Qui soutient les quotas?

Les inégalités dans les conseils sont le reflet de l'inégalité de pouvoir. Il s'agit d'un problème organisationnel. L'approche féministe vise à défendre les quotas en rendant les inégalités visibles et en rendant les dirigeants attentifs au besoin d'identifier des femmes talentueuses pour les postes à responsabilité. C'est drôle, parce que les détracteurs renvoient souvent à l'idéal méritocratique. En étant totalement aveugles au fait que les hommes sélectionnés l'ont longtemps été pour des raisons étrangères au mérite.

Beaucoup de femmes s'élèvent contre les quotas. Comment l'expliquer?

Il y a cette peur de se voir reprocher sa place. «Tu es là seulement grâce aux quotas» est une phrase qui dérange. Une étude australienne avait démontré que les quotas imposés dans les fédérations nationales ont permis d'atteindre l'égalité des genres. Mais la manière dont les femmes étaient perçues, ainsi que leurs chances d'accéder à des positions plus élevées, n'avait pas changé. Il serait intéressant de refaire une étude dix ans plus tard.

Le taux introduit par Swiss Olympic vous semble-t-il plausible?

Nous allons voir. La Suisse opte pour 40% avec une fenêtre temporelle assez serrée. Je ne serais pas étonnée que la première vague de femmes qui accèdent aux comités directeurs fasse les frais de la décision. Il faudra attendre pour que ça se lisse.

Existe-t-il une approche plus graduelle?

Nos voisins français ont opté pour un quota proportionnel. Selon le nombre de licenciés, le nombre de personnes nécessaire à une bonne représentati-

tivité change. Ça évite un problème commun: s'il y a moins de femmes qui pratiquent un sport, il y en a fatalement moins dans les clubs, et donc dans la suite de la pyramide.

Est-ce seulement une question de compétence?

J'ai mené des enquêtes sur l'égalité des genres dans la gouvernance du sport international. Des mouvements sont nés pour changer les choses structurellement. En réalité, le réseautage, les discussions qui ont lieu la veille au bar font que les décisions sont prises ailleurs. Elles sont validées pendant les séances. Le quota ne règle pas forcément le problème d'exclusion.

Comment changer l'approche?

Ce ne sont pas que quelques femmes qui changeront les choses. En sociologie, on estime qu'il faut 30 à 40% de femmes dans une organisation pour en changer la culture.



«Les fédérations n'ont pas d'autre choix que de se poser des questions. Les problèmes sont rendus visibles.»

Lucie Schoch

Vous brisez l'idée d'une formule miracle...

Je suis sceptique par rapport aux 40%, que j'aurais vus introduits de manière plus graduelle. Cela dit, l'avantage est désormais que les fédérations n'ont pas d'autre choix que de se poser des questions. Les problèmes sont rendus visibles, et obligent les organisations à innover. Les quotas sont un outil parmi d'autres pour lutter contre la sous-représentation des femmes dans la gouvernance. Ils s'accompagnent d'une stratégie globale.

Mais l'inégalité dans le sport ne reflète-t-il pas celui dans les ménages?

Le constat établi dans la gouvernance est le même dans le coaching. Plus on s'élève au niveau sportif, moins il y a de femmes coachs. C'est difficile de concilier un engagement bénévole - ou presque - et des charges domestiques. En Suisse, peu de femmes s'investissent dans des clubs, des fédérations, car concilier le travail, la famille et le bénévolat dans un club se montre plus problématique pour elles. Les organisations sportives renforcent la séparation avec une culture très masculine.